



- COMMUNIQUÉ -

Le Mouvement Rios Vivos Antioquia présente à la Caisse de dépôt et de placement du Québec ses dénonciations au sujet d’Hidroituango

Le lundi 28 janvier 2019, Isabel Cristina Zuleta du Mouvement Rios Vivos Antioquia, a présenté aux représentants de la Caisse de dépôt et placement du Québec des dénonciations liées à la construction d’Hidroituango, le plus grand projet hydroélectrique de Colombie, sous la responsabilité de l’entreprise *Empresas Públicas de Medellín* (EPM).

Le but de la rencontre avec la Caisse était de permettre que les représentants des divers mouvements sociaux colombiens puissent souligner la responsabilité des entreprises et des investissements étrangers dans les violations des droits humains et dans les impacts sur l’environnement liés aux projets dans lesquels ils sont impliqués.

En plus d’Isabel Zuleta, la rencontre a pu compter sur la participation de : Francisco Ramirez Cuellar, avocat responsable des actions légales internationales du Mouvement National des Victimes des corporations multinationales et transnationales, ainsi que des représentants d’organisations syndicales et de la société civile canadienne. Ainsi, étaient présents le syndicat des Métallos, la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) et le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL). Ce dernier accompagne les demandes du Mouvement Rios Vivos depuis plusieurs années, en ce qui a trait à la visibilité, la responsabilisation et la recherche de justice pour les crimes commis contre des milliers de personnes affectées par le projet Hidroituango.

Hidroituango et la CDPQ

Il y a de cela un an, en janvier 2018, la CDPQ a lancé un communiqué annonçant un prêt de 313 millions de dollars canadiens à EPM pour contribuer au projet Hidroituango. Dans ce même document, la Caisse s’est référé à EPM comme étant une compagnie d’excellente réputation, de grande expérience et qui appuie des solutions énergétiques durables.

Cependant, Isabel Zuleta, en tant que porte-parole du Mouvement Rios Vivos Antioquia, qui regroupe les communautés affectées par le projet Hidroituango, a présenté de nombreux éléments et données qui démontrent le contraire. En effet, depuis son implantation en 2010, ce projet hydroélectrique a laissé une empreinte destructrice en termes environnementaux et sociaux, comme des déplacements forcés, des persécutions, des disparitions et des assassinats de leaders sociaux s’opposant à la construction.



Isabel Zuleta a énoncé les trois problèmes principaux liés au mégaprojet :

En premier lieu, elle a souligné les dommages sociaux et psychologiques subis par les personnes qui se trouvent dans les zones affectées et provoqués par l'angoisse et les préoccupations liées au risque qui les menace depuis presque un an. Ces dommages sont également liés au conflit armé et à la violence socio-politique exacerbés par le projet Hidroituango aux déplacements forcés (qui, encore aujourd'hui, n'ont fait l'objet d'aucun type de compensation ou de réparation), à l'absence de participation et d'information réelle et suffisante données aux communautés sur les décisions qui les affectent, aux attaques à l'organisation sociale qui regroupe les communautés affectées et aux assassinats de leaders sociaux. De plus, dans la zone affectée, on compte plus de mille personnes portées disparues et l'on sait que des centaines de cadavres ont été enterrés sur les rives de la rivière Cauca, aujourd'hui inondées. Pour les communautés, la perte de leur travail, de leurs milieux de vie et de leurs moyens de subsistance, génère aujourd'hui la faim et l'appauvrissement de la population.

À cet égard, l'avocat Ramirez Cuellar a ajouté que la région avait connu une forte présence de groupes de mercenaires, de militaires et de paramilitaires du gouvernement et des multinationales, causant la mort de plus de mille personnes. De plus, l'eau du barrage aurait dissimulé de nombreuses fosses communes, empêchant que les familles puissent retrouver leurs parents décédés et en faire le deuil.

Le deuxième aspect souligné par Isabel Zuleta est celui des dommages environnementaux. Même si le projet d'Hidroituango a été présenté comme étant « durable et générateur d'énergie propre », il a occasionné des pertes considérables dans le secteur agricole et dans la quantité de poissons, dont la mortalité dans les derniers jours, s'estime à plus de 100 000 spécimens. De plus, sur l'immense superficie occupée par la construction d'Hidroituango se trouvait une forêt tropicale sèche qui a été inondée. Ce type de forêt est actuellement en voie d'extinction au niveau planétaire et abrite des espèces endémiques. EPM a refusé de supprimer l'ensemble de la forêt avant de l'inonder, générant ainsi du gaz méthane, un gaz 34 fois plus fort que le dioxyde de carbone en termes de génération de gaz à effet de serre, libéré par la décomposition de la matière organique inondée. Les dommages dont il faut tenir compte ne se restreignent donc pas uniquement au niveau local, mais également au niveau global.

Isabel a également souligné le caractère non-viable du mégaprojet en ce qui a trait aux aspects techniques. Depuis le mois d'avril 2018, une alerte de rupture imminente est en vigueur, ce qui pourrait mener à une catastrophe sociale et environnementale de grande envergure. Cette rupture provoquerait le déplacement de la population et menacerait la vie d'environ 300 000 personnes. Selon Zuleta, les enquêteurs et les experts indépendants qui accompagnent le mouvement Rios Vivos affirment que, contrairement à ce que dit publiquement l'entreprise, il existe beaucoup d'indices qui démontrent que la montagne qui soutient le barrage et où se



déroulent les travaux principaux pourrait s'effondrer et que la population n'est pas informée des procédures de sécurité.

« L'année dernière, en 2018 a été une des pires pour le mouvement. Contrairement à ce qui était espéré, et après le début des négociations pour l'accord de paix, il y a eu une recrudescence de la violence contre les populations qui s'opposent aux grands projets. Au cours de la période de remplissage du réservoir du projet, deux leaders communautaires et quatre parents d'activistes ont été assassinés. »

Considérant ces données, ces dénonciations et le contexte de l'annonce récente de la CDPQ d'un investissement de plus de 500 millions de dollars dans des projets d'infrastructure en Colombie, Marie-Ève Marleau du CDHAL a demandé aux représentants de la CDPQ la raison pour laquelle la Caisse avait choisi de continuer à investir en Colombie, un pays reconnu pour ses violations des droits humains et la corruption des gouvernants. Denise Gagnon, de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), et Daniel Mallette, de l'organisation syndicale des Métallos, ont souligné que dans le cas d'Hydroituango, la majeure partie des dollars investis par la CDPQ venaient des fonds de pensions de la quasi totalité des travailleurs et travailleuses du Québec qui ne sont pas au courant des problèmes sociaux et environnementaux en Colombie et ne seraient sûrement pas en accord avec ces investissements.

Face à ces préoccupations, les représentants de la Caisse de dépôt et de placement du Québec ont justifié les investissements en Colombie comme étant une question de diversification du portefeuille. Ils ont ajouté que la Colombie était un marché en croissance, justement à cause des annonces des accords de paix. Les cadres de la banque ont ajouté que la Caisse avait prêté de l'argent à la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et non pas directement à l'entreprise EPM du gouvernement colombien. Selon eux, ceci limiterait l'influence de la banque et sa responsabilité au sujet des violations qui ont eu lieu dans la région et ne représenterait pas un grand risque en terme d'investissement. Ils ont également affirmé être préoccupés quant aux problèmes techniques du barrage et ont demandé à Rios Vivos Antioquia de leur partager des rapports indépendants.

Finalement, les représentants de la Caisse ont mentionné que celle-ci n'avait pas encore déboursé d'argent à EPM, même si la compagnie colombienne a publié sur son site internet avoir déjà reçu 450 millions de dollars américains comme premier déboursement du crédit.

Renforcement des revendications

Le 13 juin 2018, le Comité pour les droits humains en Amérique latine et le Projet accompagnement solidarité Colombie ont réalisé une vigile devant les bureaux montréalais de la Caisse, en solidarité avec les communautés affectées. Une lettre contenant des revendications dirigées à la CDPQ, à l'ambassade de la Colombie au Canada et au Consulat de la Colombie à Montréal a été remise en main propre à un membre du comité de direction de l'institution financière. Cette lettre était signée par 19 organisations québécoises, du Canada et de l'Amérique latine. Jusqu'à ce jour (février 2019), la CDPQ ne s'est toujours pas prononcée



au sujet de son contenu. Nous présentons ici les principaux points de la lettre, qui sont encore d'actualité:

- Que la CDPQ cesse d'appuyer avec son financement des mégaprojets qui génèrent de graves impacts socio-environnementaux et qui fragilisent les droits humains, comme dans le cas du projet Hidroituango.
- Que de l'assistance et des garanties de sécurité soient offertes aux populations affectées.
- Que la licence environnementale du mégaprojet soit suspendue et annulée, une fois contrôlée l'état d'urgence, comme l'ont demandé les organisations locales.
- Qu'il y ai une enquête rigoureuse au sujet des assassinats qui ont eu lieu dans la zone en question et que soient condamnées les personnes qui ont commis ces crimes, ainsi que celles qui les ont planifiés.
- Que soit garanties la protection, la sécurité et les droits des défenseurs et défenseuses de l'eau, de la terre et de l'environnement dans le canyon de la rivière Cauca.

Cette rencontre visait à exiger le retrait des investissements de la Caisse de dépôt et placement du Québec qui contribuent directement à aggraver les impacts sociaux et environnementaux ainsi que la violation des droits humains. Actuellement, diverses entreprises extractives se sont vu impliquées dans des accusations pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité et par conséquent, les mouvements sociaux colombiens et la communauté de la solidarité internationale du Canada continueront à exercer une pression sur les agents publics et privés.

Sources :

<http://blogs.elespectador.com/actualidad/el-rio/una-guia-rapida-entender-lo-esta-pasando-hi-droituango-infografia?fbclid=IwAR0sfxRmXSwp990dZAwCli6-DS4oDjhpTgTs3hO8o6SIYhm74wZg0CJ5OSc>

<https://www.cdpq.com/fr/actualites/communiques/la-caisse-appuie-epm-un-producteur-et-di-stributeur-delectricite-de-premier>